

Assistance du gouvernement des États-Unis à la Tunisie

Les États-Unis demeurent un partenaire engagé vis-à-vis de la Tunisie pendant cette phase critique de sa transition vers la démocratie, œuvrant de concert avec le gouvernement, le secteur privé et la société civile de ce pays pour jeter les bases de son avenir. Depuis la révolution de janvier 2011, les États-Unis ont engagé plus de **350 millions de dollars É.-U.** à l'appui de la transition en Tunisie, privilégiant essentiellement l'assistance technique et financière à l'économie et au secteur privé, le soutien de la paix et de la stabilité dans le pays et l'accompagnement de la société civile et des pratiques démocratiques.

SOUTENIR LA CROISSANCE ET LES POSSIBILITES ECONOMIQUES

Les États-Unis fournissent une assistance technique et financière à l'appui de la croissance de l'économie et du secteur privé tunisiens. Leurs programmes incluent des éléments qui visent spécifiquement l'intérieur du pays. L'assistance des États-Unis répond aux requêtes des Tunisiens en faveur de la création de débouchés économiques et d'emplois sur l'ensemble du territoire et de l'encouragement de réformes institutionnelles axées sur le marché.

Élargir les débouchés économiques et les opportunités en matière d'emploi

Appui budgétaire critique – Les États-Unis ont fourni **100 millions de dollars É.-U.** pour payer directement des dettes dues par la Tunisie à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement, ce qui a permis au gouvernement tunisien de consacrer une somme équivalente à ses programmes prioritaires, et pour accélérer la croissance économique et la création d'emplois.

Garantie de prêts souverains – Les États-Unis ont garanti des obligations souveraines émises par le gouvernement tunisien pour mobiliser des fonds à l'appui de ses plans de stabilisation et de réforme économique. Les États-Unis ont engagé **30 millions de dollars É.-U.** à ce titre, soutenant ainsi de nouveaux financements pour le gouvernement tunisien à hauteur de **485 millions de dollars É.-U.**

Fonds de bourses d'études pour le développement de la main-d'œuvre de la Tunisie – En 2013, les États-Unis lanceront un nouveau fonds de bourses d'études pour permettre à **des centaines d'étudiants tunisiens** de poursuivre leur scolarité dans des universités et des « community colleges » aux États-Unis. Le programme d'enseignement inclura une présentation générale des domaines techniques et des cours d'enseignement professionnel ainsi que des possibilités de service aux collectivités et de stages pratiques afin de développer les compétences et les capacités professionnelles des étudiants dans de futurs secteurs de croissance.

Projet de développement du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) – Ce projet fera du secteur tunisien des TIC un catalyseur de la croissance du secteur privé et de la création d'emplois. Par le biais d'initiatives d'insertion sur le marché du travail, il fournit une formation et un soutien multidisciplinaires à des milliers de Tunisiens tout en améliorant le climat des affaires pour les entreprises de TIC et en contribuant à l'élargissement de ce secteur.

Retour du Corps de la paix – Des bénévoles du Corps de la paix devraient arriver en Tunisie entre le milieu et la fin de l'année 2013. Ils donneront des cours d'anglais et animeront des programmes de développement des compétences pour préparer des étudiants et des professionnels à de futurs emplois, construire la capacité locale et sensibiliser les Tunisiens aux droits et devoirs du citoyen.

Programmes d'entrepreneuriat axés sur les jeunes et les femmes – Les États-Unis fournissent une assistance à plus de **5.000 jeunes Tunisiens** et **1.500 femmes entrepreneurs** dans le domaine de la formation des compétences en rapport avec les réalités du marché, en matière d'insertion sur le marché du travail et en ce qui concerne l'accès aux ressources nécessaires pour monter une entreprise, tout en mettant à leur disposition des ressources qui leur permettent de contribuer au développement économique de la Tunisie. En outre, les États-Unis travaillent en partenariat avec de grandes sociétés de technologie et des dizaines d'organisations féminines locales en vue d'assurer une formation sur le plan des technologies, des médias sociaux, de l'entrepreneuriat et du leadership ainsi que des possibilités de mentorat et d'échanges dans de grandes sociétés aux États-Unis.

Encourager les réformes axées sur le marché et les réformes institutionnelles

Programme seuil de la Millennium Challenge Corporation (MCC) – La Tunisie a été sélectionnée pour un programme seuil de la MCC en septembre 2011. Pour commencer, les États-Unis, le gouvernement de la Tunisie et la Banque africaine de développement viennent de conclure une analyse conjointe qui a cerné deux obstacles fondamentaux à la croissance en Tunisie, à savoir : (i) le manque d'institutions efficaces capables d'assurer la responsabilisation du secteur public et l'État de droit ; et (ii) les

coûts budgétaires et réglementaires élevés liés à la masse salariale. Par le biais d'un programme initialement financé à hauteur de 20 millions de dollars, la MCC appuiera les efforts déployés par la Tunisie pour pallier ces obstacles au moyen de réformes institutionnelles et de politique générale.

Fonds d'entreprise tunisien-américain – Un fonds d'entreprise tunisien-américain sera établi prochainement. Doté d'un capital initial de 20 millions de dollars É.-U., il aura pour effet de resserrer les liens d'investissements entre la Tunisie et les États-Unis, de mobiliser d'autres investisseurs et d'aider les Tunisiens à monter les petites et moyennes entreprises (PME) qui seront la locomotive de la croissance à long terme.

Franchisage sous l'égide de l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC, société de promotion des investissements privés à l'étranger) et Mécanisme de garantie de prêts aux PME – Le secteur tunisien du franchisage est insuffisamment desservi, en partie en raison de la pénurie de crédits à mettre à la disposition des PME. Le mécanisme de garantie des prêts de l'OPIC, à hauteur de **50 millions de dollars É.-U.**, garantira une partie des prêts en monnaie locale qui sont consentis par des institutions financières tunisiennes aux PME, à leurs franchisés et leurs fournisseurs ainsi qu'à d'autres emprunteurs autorisés. Ce projet stimulera la croissance du secteur privé de la Tunisie, ce qui se traduira par la création d'emplois et l'amélioration des chaînes d'approvisionnement.

Réforme réglementaire pour améliorer le climat des affaires – Le département du Commerce et le Département d'État appuient la réforme de la réglementation ainsi que les réformes de l'infrastructure juridique commerciale du pays. Le Trésor des États-Unis fournira une assistance technique à la Banque centrale pour ce qui touche aux questions de stabilité financière.

Partenariats publics-privés – Les États-Unis nouent des partenariats avec des institutions en vue du secteur privé pour mobiliser des ressources et de l'expertise ainsi que pour promouvoir la croissance économique. Par exemple, en partenariat avec la société Microsoft, les États-Unis dispensent une formation en matière de compétences commerciales et d'utilisation de logiciels à 20 jeunes pousses tunisiennes en 2012 et 2013 et ils mettront ces nouvelles entreprises en rapport avec des sociétés de capital risque locales et internationales. En outre, les États-Unis se sont arrangés avec la société Coca-Cola en 2012 pour envoyer 100 étudiants issus de l'ensemble de la région, dont 10 de Tunisie, suivre un programme d'entrepreneuriat pendant l'été à la Kelley School of Business de l'université d'Indiana. De surcroît, les États-Unis ont mis en place un grand partenariat public-privé avec Hewlett Packard et ONUDI pour assurer une formation à l'entrepreneuriat et une assistance au renforcement de la capacité des PME dans quatre gouvernorats de l'intérieur.

PAIX ET SECURITE

Les États-Unis sont prêts à s'associer au gouvernement tunisien pour faire face aux préoccupations de haute priorité en matière de sécurité, lesquelles peuvent affecter directement le développement, la stabilité et la pérennité de l'économie tunisienne. Les États-Unis poursuivront leur assistance visant à promouvoir la réforme institutionnelle, à lutter contre le terrorisme et à rehausser les efforts en faveur de la sécurité aux frontières ainsi que la stabilité régionale. En outre, la participation active de Tunisiens aux cours d'enseignement militaire professionnel des États-Unis renforce la relation entre les forces armées de nos deux pays.

Appui de la réforme institutionnelle

Assistance à la réforme de la justice pénale – Le 17 septembre, les États-Unis et la Tunisie ont signé une Lettre d'accord marquant un nouveau partenariat dans le domaine de la réforme du secteur de la justice pénale. Cet accord fixe le cadre de l'assistance des États-Unis en faveur de la réforme de la police, de la justice et du système pénitentiaire, consacrant **24 millions de dollars É.-U.** à des projets dans ces secteurs, dont **1,5 million de dollars É.-U.** sous la forme de véhicules achetés en décembre 2012 pour les services tunisiens de sécurité.

Assistance militaire – Comme le rythme opérationnel a été multiplié par près de cinq depuis la révolution du 11 janvier, la Tunisie n'a jamais eu autant besoin d'assistance pour entretenir son équipement militaire et former son personnel. L'assistance des États-Unis, sous la forme de financement au titre de leur programme Foreign Military Financing, d'éducation et de formation dans le cadre de leur programme IMET (International Military Education and Training) ainsi que de fonds provenant de leur Programme 1206 de lutte contre le terrorisme, a contribué à répondre à ces besoins, les États-Unis ayant fourni des véhicules à roues, des bateaux patrouilleurs et des cours au personnel militaire.

Renforcer les moyens de lutte contre le terrorisme

Programme d'assistance anti-terroriste (ATA) – La formation dispensée par l'ATA a repris en 2011, après une interruption de sept ans. Les objectifs stratégiques de l'ATA pour la Tunisie consistent à renforcer la capacité des organes chargés de l'application de la loi en matière d'enquêtes sur les activités terroristes avant et après un événement et à consolider la capacité de gestion d'un incident critique. L'Initiative stratégique régionale (SRI), par l'entremise de l'ATA, fournit également des équipements et facilite l'achat d'un poste de commandement mobile et d'un laboratoire judiciaire mobile pour la Garde nationale de la Tunisie.

Rehausser la sécurité aux frontières

Rehausser les efforts déployés en faveur de la sécurité aux frontières – Les États-Unis fourniront une assistance technique, de l'équipement et une formation connexe au personnel tunisien de première ligne des services de répression dans les aéroports, les ports maritimes et les frontières terrestres. En outre, les États-Unis apporteront leur appui au développement et au renforcement de systèmes d'envergure de contrôle du commerce stratégique qui répondent aux normes internationales.

DEMOCRATIE, GOUVERNANCE ET SOCIÉTÉ CIVILE

Le succès de la transition de la Tunisie vers une démocratie saine dépend de sa capacité à mettre au point des mécanismes pour la transparence du gouvernement, la responsabilisation et l'existence d'une société civile et de médias en plein essor. À l'appui des aspirations du peuple tunisien à la démocratie, la prospérité et la stabilité politique à long terme, l'assistance des États-Unis vient étayer les efforts visant à renforcer la société civile et la participation citoyenne à la vie politique, à soutenir un processus électoral libre et impartial et à promouvoir la justice transitionnelle sur une base inclusive.

Renforcer l'engagement citoyen

Étoffer les capacités de la société civile – Les États-Unis nouent directement des partenariats avec des organisations locales communautaires et de la société civile de manière à renforcer la capacité de celles-ci à participer activement à la transition politique. En réponse à des demandes émanant d'organisations de la société civile tunisienne, les États-Unis fournissent une assistance sous la forme de formation, de partage d'informations et d'espaces matériels pour : permettre à des organisations de se livrer à leurs activités en faveur de l'autonomisation des femmes, de la liberté d'expression et de l'indépendance des médias ; promouvoir la sensibilisation aux droits et aux devoirs du citoyen ainsi que l'expression pacifique des différences ; et tenir les nouveaux dirigeants et les nouvelles institutions démocratiques responsables de leurs actes.

Programmes d'établissement de liens – Faisant fond sur la réussite des programmes de coopération universitaire en cours favorisés par l'octroi de dons de l'ambassade des États-Unis à Tunis, les États-Unis ont établi **cinq nouveaux programmes de liens entre des établissements américains et tunisiens d'enseignement supérieur répartis sur l'ensemble du territoire tunisien**. Deux de ces programmes sont axés sur les compétences utiles aux gens d'affaires et aux entrepreneurs et ils incluront la mise en place de programmes de création de diplômes doubles conjoints, tandis qu'un autre introduira un programme de maîtrise dans la filière du journalisme d'investigation à l'Institut de presse tunisien. Après que la révolution a ouvert l'accès aux établissements d'enseignement supérieur tunisiens, le programme Fulbright a envoyé dans le pays 11 spécialistes qu'il a chargés de forger de nouvelles relations avec des universités en vue du développement de programmes d'enseignement et d'autres activités. En outre, les États-Unis ont considérablement accru leurs investissements dans les cours d'anglais destinés aux jeunes de quartiers défavorisés en élargissant leur programme de microbourses (« English Access Microscholarship Program ») : depuis la mise en route de ce programme, en 2004, c'est plus d'un millier d'élèves dans huit villes de Tunisie qui en ont bénéficié.

Renforcement des processus électoraux

Promouvoir des élections libres et impartiales – À l'automne 2011, les États-Unis ont fourni une assistance à des organisations en Tunisie qui organisaient et administraient des élections multipartites, largement reconnues libres et impartiales, en vue de la mise en place d'une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution. Depuis les élections, les États-Unis continuent leur soutien en mettant en contact les nouveaux élus et leurs administrés afin d'encourager l'engagement dans la transition et de contribuer à construire une relation positive et fondée sur la communication entre le gouvernement et les citoyens. De surcroît, les États-Unis ont parrainé un programme sur la constitution, lequel a mis en contact deux juges de la Cour suprême, Stephen Breyer et Ruth Bader Ginsburg, avec des membres de l'Assemblée constituante, des représentants de partis politiques et des juristes qui se préparaient à rédiger et à débattre la nouvelle constitution tunisienne. Les États-Unis comptent fournir un soutien similaire au processus électoral en 2013.